

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Vendredi, 24 août 1917.

N^o 68.

Freitag, 24. August 1917.

Loi du 21 août 1917, concernant la computation de la valeur du logement pour le calcul des pensions.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 août courant et celle du Conseil d'État du 13 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. La valeur locative du logement, resp. de l'indemnité représentative de ce dernier, dont jouissent les directeur et professeurs du séminaire, l'instituteur en chef et les instituteurs-adjoints de l'institut des sourds-muets, les curés et desservants du culte catholique, les membres du corps de la gendarmerie et de la compagnie des volontaires, ainsi que les fonctionnaires de l'administration des douanes, est considérée, pour la liquidation de la pension de ces titulaires, comme faisant partie intégrante du traitement et resp. de la solde, ayant servi jusqu'à présent de base à l'établissement de ces pensions, et est assujettie comme telle aux retenues pour pension prévues par les dispositions légales afférentes.

Cette valeur est fixée au cinquième du taux minimum du traitement et resp. de la solde de chacun desdits titulaires.

Gesetz vom 21. August 1917, betreffend Mitberechnung des Wertes der Dienstwohnung für die Festsetzung der Pensionen.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenversammlung vom 10. August et., und derjenigen des Staatsrates vom 13. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Einziges Artikel. Der Mietwert der Dienstwohnung bezw. die an deren Stelle bewilligte Wohnungsentuschädigung des Direktors und der Professoren des Seminars, des Oberlehrers und der Hilfslehrer der Taubstummeneanstalt, der katholischen Pfarrer und Pfarrverweser, der Mitglieder der Gendarmerie und der Freiwilligenkompanie, sowie der Beamten der Zollverwaltung wird bei Festsetzung der Pension als wesentlicher Teil des der Pensionärberechtigung bisher zugrunde zu legenden Gehaltes oder Soldes betrachtet und unterliegt als solcher den durch die einschlägigen Gesetzesbestimmungen vorgesehenen Pensionsabzügen.

Dieser Wert wird auf den fünften Teil des Minimalgehaltes resp. Soldes der verschiedenen Interessentenklassen festgesetzt.

Le même bénéfice, dans la même mesure, et sous les mêmes conditions, sera octroyé à ceux des fonctionnaires et employés visés par l'art. 26 § 4 de la loi du 29 juillet 1913 auxquels le règlement à édicter en exécution de cette prescription aura accordé la dispense de l'obligation de la redevance y prévue du chef de la jouissance d'un logement aux frais de l'État.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 21 août 1917.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.

L. MOUTRIER.

A. LEFORT.

J. FABER.

M. KOHN.

Loi du 21 août 1917, concernant la computation des années passées provisoirement au service de l'État, pour la liquidation de la pension.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 août 1917 et celle du Conseil d'État du 13 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Toutes les personnes qui, d'après les dispositions existantes, ont ou auront droit à une pension à charge de l'État et, le cas échéant, leurs ayants-droit, sont admis à faire valoir pour la liquidation de la pension, le temps antérieur à leur nomination, passé après

Diejenigen Beamten und Angestellten, welche eine Dienstwohnung inne haben und auf Grund des gemäß Art. 26 § 4 des Gesetzes vom 29. Juli 1913 zu erlassenden Verwaltungsreglementes von der Verpflichtung zur Entrichtung des darin vorgesehenen jährlichen Zinses entbunden werden, genießen dieselbe Vergünstigung, in gleichem Maße und unter denselben Bedingungen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „*Mémorial*“ eingedruckt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 21. August 1917.

Marie Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.

L. Moutrier.

A. Lefort.

J. Faber.

M. Kohn.

Gesetz vom 21. August 1917, betreffend die Anrechnung der im Staatsdienste verbrachten provisorischen Dienstjahre für die Bemessung der Pension.

Wir Marie Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 10. August 1917, und derjenigen des Staatsrates vom 13. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Einziges Artikel. Alle Personen, welche nach den bestehenden Bestimmungen ein Anrecht auf Staatspension haben oder erwerben, und gegebenenfalls deren Rechtsnachfolger, sind berechtigt, für die Bemessung ihrer Pension die ihrer Anstellung vorausgehende, insolge. form.

la dix-huitième année révolue dans des occupations exercées à titre continu, même sur simple agréation de l'autorité compétente, à charge par eux de verser, dans le délai et les conditions à fixer par le Gouvernement, les retenues prévues par les lois aux époques respectives et calculées sur le montant de l'indemnité attachée au service à porter en compte; pour le cas où aucune indemnité n'était attachée à ce service, les retenues seront fixées d'après le traitement ou l'indemnité dont le bénéficiaire jouissait en premier lieu. En aucun cas, les retenues ne peuvent être faites sur un chiffre dépassant le premier traitement du bénéficiaire.

Si le droit à la pension vient à s'ouvrir avant que la retenue soit soldée, la pension n'en sera pas moins réglée comme si la retenue était payée, et le restant dû sera décompté de la pension, par termes à fixer par le Gouvernement.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 21 août 1917.

MARIE-ADELAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.

L. MOUTRIER.

A. LEFORT.

J. FABER.

M. KOHN.

Loi du 21 août 1917, concernant l'organisation du Laboratoire pratique de bactériologie.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

lofer Einstellung durch die zuständige Behörde vom 18. Lebensjahre ab ohne Unterbrechung im Staatsdienste verbrachte Zeit in Anrechnung zu bringen, wenn sie innerhalb des von der Regierung vorgesehenen Zeitraums und unter den hierzu festgesetzten Bedingungen, die durch die jeweiligen Pensionsgesetze vorgesehenen Abzüge entrichten; diese Abzüge werden auf Grund des Betrages der für die in Betracht zu ziehenden Dienstjahre ausgeworfenen Entschädigung berechnet. War mit der betreffenden Dienstleistung keine Entschädigung verbunden, so werden diese Abzüge nach Maßgabe des Erstgehalts des Interessenten oder dessen erster Entschädigung berechnet. In keinem Falle dürfen die Abzüge auf einen das Erstgehalt des Interessenten übersteigenden Betrag erhoben werden.

Tritt die Pensionsberechtigung vor gänzlicher Tilgung dieser Abzüge ein, so wird die Pension dennoch liquidiert; der noch geschuldete Restbetrag wird alsdann von der Pension in Raten, deren Höhe die Regierung bestimmt, in Abzug gebracht.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „*Mémorial*“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxembourg, den 21. August 1917.

Maria Adelsheid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.

L. Moutrier.

A. Lefort.

J. Faber.

M. Kohn.

Gesetz vom 21. August 1917, betreffend die Reorganisation des bakteriologischen Staatslaboratoriums.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.,

Nach Anhörung Unsers Staatsrates,

De l'assentiment de la Chambre des députés :

Vu la décision de la Chambre des députés du 14 août 1917, et celle du Conseil d'État du 18 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à attacher au Laboratoire bactériologique, à titre permanent, un chimiste qui jouira du traitement attaché au groupe XIIa, du tableau A annexé à la loi du 29 juillet 1913.

Les candidats à ce poste devront être porteurs d'un diplôme d'études de chimie analytique faites à un établissement d'enseignement supérieur d'État ; sont dispensés de la production de ces certificats ceux qui possèdent le diplôme de docteur en sciences naturelles délivré par l'État grand-ducal.

Il est interdit au chimiste du Laboratoire de se livrer à aucun travail de son art pour le compte d'autrui, à l'exception des expertises judiciaires.

Art. 2. Les indemnités de l'appariteur du Laboratoire et des agents désinfecteurs, attachés aux stations publiques de désinfection, pourront être converties en traitements après cinq années passées dans ces fonctions au service de l'État ; ils auront droit à la pension conformément aux dispositions sur la matière.

Art. 3. Les agents dont il s'agit à l'article qui précède, seront rangés par rapport à leurs traitements dans le groupe II du tableau A annexé à la loi du 29 juillet 1913.

Disposition transitoire.

Lors de la nomination à leurs fonctions respectives, le chimiste, l'appariteur et les désinfecteurs rangeront, par rapport à leurs traite-

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer ;
Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 14. August 1917, und der Entscheidung des Staatrates vom 18. desselben Monats, gemäß denen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll ;

Saben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt am bakteriologischen Staatslaboratorium den Posten eines Chemikers endgültig zu besetzen ; der Chemiker bezieht das in der Tabelle A, Gruppe XIIa, des Gesetzes vom 29. Juli 1913, vorgesehene Gehalt.

Die Kandidaten zu diesem Amt müssen im Besitz eines von einer höheren, staatlichen Lehranstalt herrührenden Abgangszeugnisses über analytische Chemie sein ; eine Ausnahme ist für solche Bewerber zulässig, die das inländische Doktorat der Naturwissenschaften bestanden haben.

Es ist dem Chemiker verboten, mit Ausnahme der gerichtlichen Untersuchungen, irgendwelche Facharbeiten auf Kosten Dritter auszuführen.

Art. 2. Die Entschädigung des Laboratoriumsgehilfen und der im Staatsdienst tätigen Desinfektoren kann nach fünf in der Verwaltung verbrachten Dienstjahren in Gehalt umgewandelt werden ; die Beteiligten erhalten damit Anrecht auf Ruhegehalt gemäß den bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 3. Die im Art. 2 bezeichneten Angestellten werden in bezug auf ihr Gehalt in die Gruppe II der dem Gesetz vom 29. Juli 1913 angefügten Tabelle A eingereiht.

Übergangsbestimmung.

Der Chemiker, der Gehilfe und die Desinfektoren erhalten bei ihrer endgültigen Anstellung das Gehalt, das im Vergleich zu ihrer

ments, dans l'échelle de leur groupe au degré immédiatement supérieur à l'indemnité fixe dont ils jouissent au moment de leur nomination en vertu de la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 21 août 1917

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Directeur général de l'intérieur,
M. KOHN.

Loi du 21 août 1917, concernant le renforcement temporaire du personnel du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés en date du 9 août 1917 et celle du Conseil d'État du 13 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Le tribunal d'arrondissement de Luxembourg est composé d'un président, d'un vice-président, de huit juges, d'un procureur d'État, de deux substituts, d'un greffier et de six greffiers-adjoints.

Art. 2. Il ne sera pas pourvu à la nomination des trois premières places de juge ni des deux premières places de greffier-adjoint qui viendront à vaquer au dit tribunal, après le 1^{er} août 1920, et le nombre des juges resp. des greffiers-adjoints près ce tribunal sera réduit à cinq resp. à quatre.

Mandons et ordonnons que la présente loi

bisherigen Entschädigung der unmittelbar höhern Gehaltsstufe ihrer Gruppe entspricht.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 21. August 1917.

Maria Adelsheid.

Der General-Direktor des Innern,
M. K o h n.

Gesetz vom 21. August 1917, betreffend die zeitweilige Verstärkung des Personals des Bezirksgerichtes von Luxemburg.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer,

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 9. August 1917, und derjenigen des Staatsrates vom 13. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Das Bezirksgericht von Luxemburg besteht aus einem Präsidenten, einem Vice-Präsidenten, acht Richtern, einem Staatsanwalt, zwei Substituten, einem Gerichtsssekretär und sechs Hilfsgerichtsssekretären.

Art. 2. Die drei ersten Richterstellen und die zwei ersten Hilfsgerichtsssekretärstellen, welche bei dem genannten Bezirksgericht nach dem 1. August 1920 offen werden, sollen nicht mehr besetzt und wird so die Zahl der Richter und Hilfsgerichtsssekretären dieses Gerichtes auf fünf bezw. vier zurückgebracht werden.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz

soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne

Luxembourg, le 21 août 1917.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Directeur général de la justice
et de l'instruction publique,

L. MOUTRIER.

Arrêté du 22 août 1917, concernant l'ouverture
de la chasse.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu les art. 11 et 13 de la Loi du 19 mai 1885,
sur la chasse, et le règlement pris en exécution
de cette loi, du 25 août 1893, notamment les
art. 21 à 24;

Vu le rapport de M. le directeur des eaux
et forêts;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'ouverture de la chasse est fixée
au samedi, 1^{er} septembre prochain, sauf les
exceptions et restrictions suivantes:

- a) la chasse à l'aide du chien courant n'est
permise qu'à partir du 15 septembre inclusivement;
- b) la chasse à la perdrix est fermée après le
31 octobre;
- c) la chasse à la poule du coq des boulaux
de même que celle au faon de chevreuil et du
cerf restent interdites;
- d) la chasse à la cheyrette et à la biche est
permise à partir du 16 octobre jusqu'au 14 décembre
inclusivement;
- e) la chasse aux Igrives à l'aide de lacets à
craie n'est ouverte qu'à partir du 1^{er} octobre
inclusivement;

Art. 2. En temps de neige, la chasse est inter-
dite en plaine, quelle que soit la quantité de
neige qui recouvre la terre. — Pendant ce
temps, la chasse reste autorisée dans les bois;

mis „Memorial“ eingebracht werde, um von Allen,
die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 21. August 1917.

Maria Adelsheid.

Der General-Direktor der Justiz,
und des öffentlichen Unterrichts,

L. Moutrier.

Beschluss vom 22. August 1917, betreffend die
Eröffnung der Jagd.

Der General-Direktor des Innern;

Nach Einsicht der Art. 11 und 13 des Jagd-
gesetzes vom 19. Mai 1885, und des Reglements
vom 25. August 1893, zur Ausführung dieses
Gesetzes, namentlich in den Art. 21 bis 24,

Nach Einsicht des Berichtes des Hrn. Direktors
der Gewässer und Forsten;

Beschließt:

Art. 1. Die Eröffnung der Jagd ist auf Samstag,
den 1. September künftighin, festgesetzt, vor-
behaltlich nachstehender Ausnahmen und Ein-
schränkungen:

- a) die Jagd mit Laufhunden geht erst am 15.
September auf;
- b) die Jagd auf das Feldhuhn ist nach dem
31. Oktober geschlossen;
- c) die Jagd auf die Wirtshenne bleibt untersagt,
desgleichen die Jagd auf das Mehlitz und Hirs-
fall;
- d) die Jagd auf die Rehgeiß und Hirschkuh
ist vom 16. Oktober bis zum 14. Dezember ein-
schließlich gestattet;
- e) die Jagd auf die Krammetsvögel mittelst
Pferdehaarschlingen ist erst vom 1. Oktober ein-
schließlich an gestattet.

Art. 2. Bei Schneewetter ist die Jagd auf
dem Felde untersagt, einerlei in welcher Menge
der Schnee das Feld bedeckt. — Während dieser
Zeit bleibt die Jagd für den Wälbern erlaubt;

de même elle reste autorisée de long des cours d'eau, sur les fleuves, dans les marais et sur les étangs, mais uniquement au gibier d'eau et de marais, le tout sans préjudice du droit réservé au Gouvernement par l'art. 13 de la loi du 19 mai 1885, sur la chasse, d'interdire complètement la chasse en temps de neige.

Art. 3. La chasse en plaine, sauf celle au gibier d'eau et de marais, ainsi qu'aux oiseaux de passage, est fermée à partir du 15 décembre inclusivement.

Art. 4. La chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau et de marais sera exercée dans les limites et suivant les prescriptions tracées par les art. 21 à 24 du règlement prévu du 25 août 1893, sauf la restriction prévue par l'alinéa e) de l'art. 1^{er} du présent arrêté, quant à la date d'ouverture de la chasse aux grives.

Art. 5. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*; il sera en outre publié et affiché dans toutes les communes du Grand-Duché.

Luxembourg, le 22 août 1917.
Le Directeur général de l'intérieur,
M. KOHN.

Avis. — Commissariat de district.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, le sieur Jos. *Faber*, commis de Gouvernement, a été nommé secrétaire de district à Grevenmacher.

Luxembourg, le 19 août 1917.
Le Directeur général de l'intérieur,
M. KOHN.

Caisse d'épargne. — Par décision en date du 17 août 1917, les livrets n^{os} 104870, 134347, 134348, 61743, 168903, 159147 et 117726 ont été annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 20 août 1917.

desgleichen' bleibt' sie' erlaubt den Wasserläufen entlang, auf den Flüssen, in den Sümpfen und auf den Weibern, gber. nur auf Wasser- und Sumpfwild; dieses unbeschadet des der Regierung gemäß Art. 13 des Gesetzes vom 19. Mai 1885 zustehenden Rechtes, die Jagd bei Schnee gänzlich zu verbieten.

Art. 3. Die Jagd auf dem Felde, mit Ausnahme der Jagd auf Wasser- und Sumpfwild, sowie auf Zugvögel, ist vom 15. Dezember einschließlich ab geschlossen.

Art. 4. Die Jagd auf Zugvögel und auf Wasser- und Sumpfwild darf nur in den Grenzen und nach den Vorschriften der Art. 21 bis 24 des vorerwähnten Jagdreglementes vom 25. August 1893 ausgeübt werden, vorbehaltlich der in Absatz e) Art. 1 gegenwärtigen Beschlusses in betreff der Eröffnung der Jagd auf Krammetsvögel vorgesehenen Einschränkung.

Art. 5. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „*Mémorial*“ eingerückt und außerdem in allen Gemeinden des Landes veröffentlicht und angeschlagen werden.

Luxembourg, den 22. August 1917.
Der General-Direktor des Innern,
M. K o h n.

Bekanntmachung. — Distriktskommissariat.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist Hr. Jos. *Faber*, Kommiss der Regierung, zum Distriktssekretär von Grevenmacher ernannt worden.

Luxembourg, den 19. August 1917.
Der General-Direktor des Innern,
M. K o h n.

Avis. — Service sanitaire.

Bekanntmachung. — Sanitätswochen.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 4 au 18 août 1917.

Verzeichnis der in den verschiedenen Cantonen vom 4. bis 18. August 1917 festgestellten ansteckenden Krankheiten.

N ^o d'ordre.	Cantons.	Localités.	Fievre typhoïde.	Dyphtérie.	Coqueluche.	Scarlatine.	Varole.	Affections puerpérales.
1	Capellen.	Nospelt	1	»	»	»	»	»
2	Esch s.-Alz.	Esch-s.-Alz.	2	1	»	1	»	»
		Kayl	1	»	»	»	»	»
		Obercorn	»	»	»	»	»	1
		Rumelange	1	»	»	»	»	»
3	Luxembourg.	Helmsingen	1	»	»	»	»	»
4	Mersch.	Reekingen	»	1	»	»	»	»
5	Clervaux.	Heinerscheid	1	»	»	»	»	»
		Hupperdange	»	1	»	»	»	»
		Lieler	1	»	»	»	»	»
		Troisvierges	»	3	»	»	»	»
6	Diekirch.	Diekirch	1	1	»	»	»	»
		Ermsdorf	3	»	»	»	»	»
		Ettelbrück	»	1	»	»	»	»
		Medernach	»	»	1	»	»	»
7	Redange.	Platen	1	»	»	»	»	»
8	Grevenmacher.	Felsmühle (Mertert)	1	»	»	»	»	»
		Wormeldange	1	»	»	»	»	»
9	Remich.	Remich	»	»	1	»	»	»
		Schwebsange	»	1	»	»	»	»
		Total ...	15	9	2	1	»	1